

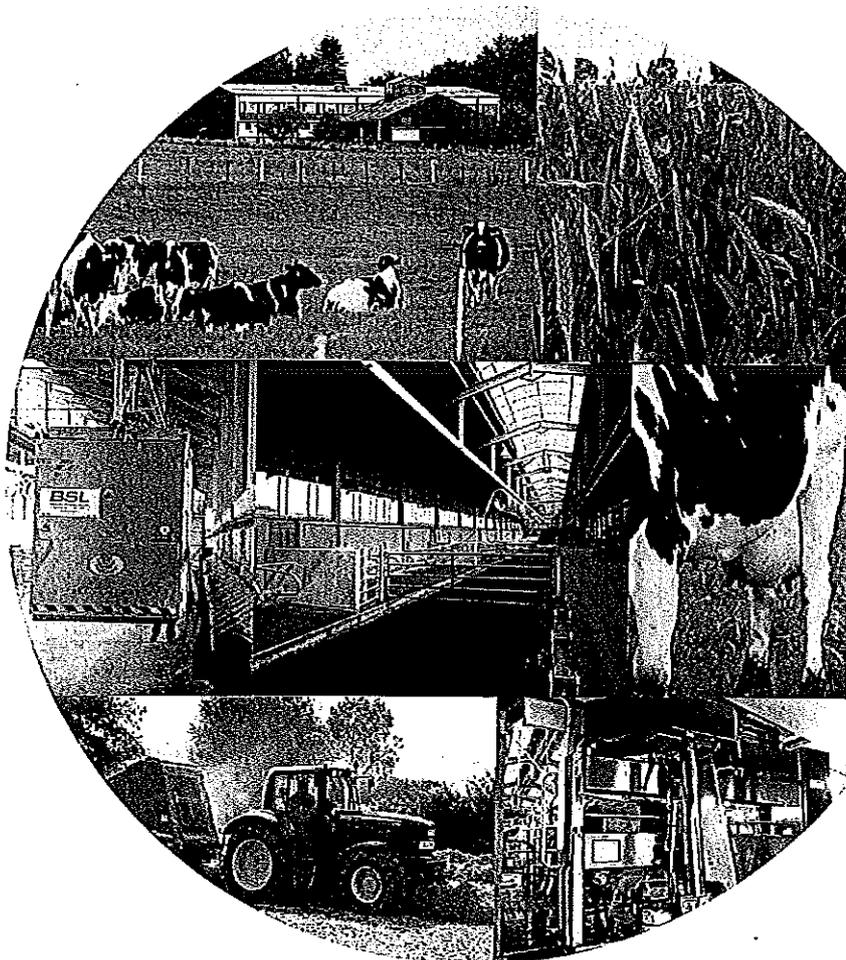
*Carrefour
des Productions
animales*

20^{ÈME} ÉDITION

11 FEVRIER 2015

« L'EXPLOITATION LAITIÈRE WALLONNE DE DEMAIN :
DU POINT DE VUE DES ACTEURS
AUX PROPOSITIONS DE LA RECHERCHE »

ESPACE SENGHOR Gembloux



Recueil des communications présentées à Gembloux, le 11 février 2015, lors de la journée intitulée « 20^{ème} Carrefour des Productions animales - L'exploitation laitière wallonne de demain : du point de vue des acteurs aux propositions de la recherche » organisée conjointement par :



Gembloux Agro-Bio Tech
Université de Liège



ISBN 978-2-87286-091-3
Dépôt légal D/2015/1463/1

Edité par :

Centre wallon de Recherches agronomiques
Service Communication
Bâtiment Léon Lacroix
Rue de Liroux, 9
5030 Gembloux (Belgique)

L'EXPLOITATION LAITIÈRE DE DEMAIN :

POINT DE VUE DES ÉLEVEURS SUR LE CONTRÔLE ENVIRONNEMENTAL ET LE CONTEXTE SOCIAL DE LA FERME

Froidmont E.¹, Vanwindekens F.^{2,3 et 6}, Masure A.⁴, Rondia P.¹, Bauraind C.⁵, Dogot T.⁶

1. CRA-W, Unité Nutrition animale et durabilité, rue de Liroux 8, 5030 Gembloux
2. CRA-W, Unité Systèmes agraires, territoires et technologie de l'information, rue de Liroux 9, 5030 Gembloux
3. ULg Gx-ABT, Unité de Zootechnie, Passage des déportés 2, 5030 Gembloux
4. Fédération Wallonne de l'Agriculture, Chaussée de Namur 47, 5030 Gembloux
5. Collège des Producteurs, Avenue Comte de Smet de Nayer 14, 5000 Namur
6. ULg Gx-ABT, Economie et développement rural, Passage des déportés 2, 5030 Gembloux

1. CONTROLE ENVIRONNEMENTAL DE LA FERME

1.1. AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET POLITIQUES PUBLIQUES

La biodiversité, la qualité des eaux et de l'air ainsi que la fertilité des sols sont des éléments environnementaux de plus en plus pris en considération par les politiques publiques, qu'elles soient communales, régionales ou européennes, afin de les protéger pour les générations futures. Certaines pratiques agricoles, voire certains modes de production, doivent dès lors être adaptés pour répondre aux réglementations qui en découlent. Celles-ci engendrent des contraintes et pressions pour les éleveurs qui se doivent d'adapter la structure et le fonctionnement de leurs exploitations.

Quelle est la perception des éleveurs quant à l'impact environnemental de leurs activités ? Quelles sont les principales contraintes à leurs yeux et comment les pratiques mises en œuvre pour y répondre sont-elles perçues au regard de leur intérêt en termes de productivité ?

1.1.1. RÔLE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

De manière générale, une grande majorité des producteurs laitiers considèrent que leur activité agricole a un rôle important sur le plan environnemental (figure 1), que ce soit sur la structure des paysages (91% d'avis positifs), sur la biodiversité (79%) ou sur le maintien du caractère rural des villages et campagnes (87%).

Plus spécifiquement au niveau de l'aspect paysager, 77% considèrent qu'ils ont un rôle important dans le maintien des prairies permanentes ($P = 0.098^1$) et 64% dans l'entretien et la plantation de haies. Pour ces aspects, l'avis globalement positif est moins tranché pour les agriculteurs du groupe A, en phase d'augmentation de leur production (voir les caractéristiques des groupes d'agriculteurs A-B-C et D selon leur perspective d'agrandissement dans la présentation de la partie économique de l'enquête).

L'enquête révèle ainsi une réelle implication des agriculteurs dans la problématique environnementale, bien plus d'ailleurs que pour les activités touristiques. En effet, l'avis des agriculteurs sur l'apport d'une plus-value de leur activité sur le tourisme est beaucoup plus contrasté. Si 37% des répondants considèrent avoir un rôle sur ce plan, 38% ne sont pas d'accord avec cette affirmation (en particulier 46% des agriculteurs du groupe A, $P = 0.076$) ; alors que 25% n'ont pas d'avis sur la question.

Votre activité agricole joue un rôle important dans ...

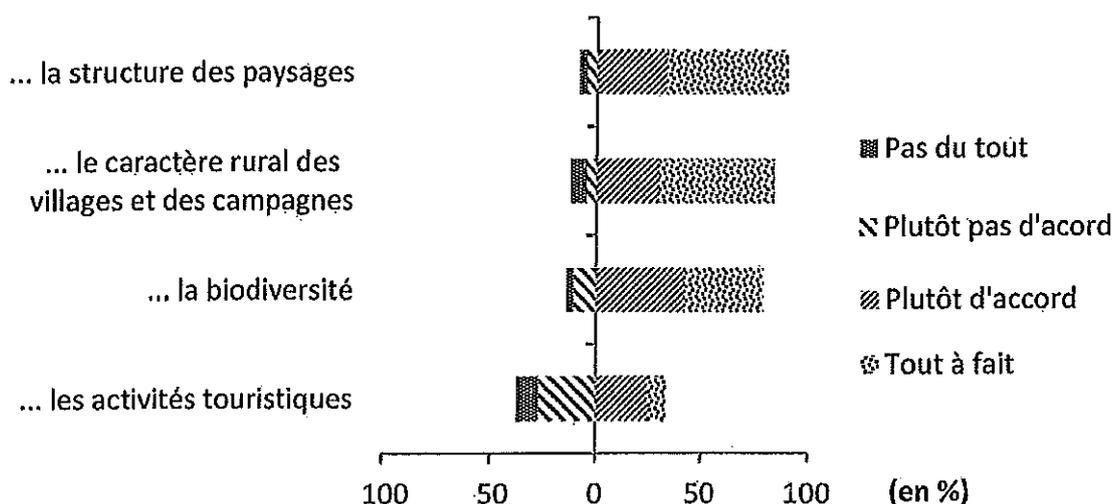


Figure 1 : Perception du rôle de l'activité agricole sur le plan environnemental en comparaison à son rôle sur le plan touristique (en % des réponses totales)

1.1.2. CONTRAINTES LIÉES À LA LÉGISLATION

Les législations concernant les périodes d'épandage (mentionné par 74% des répondants) et surfaces d'épandage (56%), les infrastructures de stockage des engrais de ferme (68%), et l'aménagement des

¹ Les valeurs de P mentionnées dans les parties 'Environnement' et 'Social' représentent la probabilité que l'avis des agriculteurs des groupes A-B-C et D soit similaire. L'avis est considéré comme significativement différent entre les groupes si $P < 0.05$, très significativement différent si $P < 0.01$ et très hautement significativement différent si $P < 0.001$. Dans le cadre de cette enquête, nous considérons une tendance lorsque $P < 0.15$.

parcelles à proximité des cours d'eau (63%) représentent une contrainte lourde, signalée par la majorité des agriculteurs.

Les contrats d'épandage (46%) sont moins régulièrement cités. Près de 28% des agriculteurs étaient d'ailleurs sans avis sur ce point.

Les législations relatives au chargement (36%, taille de cheptel en particulier) et à la qualité du fourrage (31%), par exemple en liaison avec les dates imposées pour les fauches tardives dans le cadre de Natura 2000, sont moins systématiquement mentionnées. La difficulté liée au chargement, en lien avec le taux de liaison au sol, dépend probablement de la région de production.

Les agriculteurs du groupe A sont davantage d'accord quant au fait que la législation représente une réelle contrainte en terme de chargement/taille de cheptel (45%) ($P = 0.02$).

1.1.3. PRATIQUES MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT ET PERMETTANT D'OPTIMISER LA PRODUCTION

Parmi les pratiques régulières, le questionnaire proposait le recours à des leviers analytiques ainsi qu'à des pratiques de bonne gestion.

Sur le plan analytique, 92% des éleveurs analysent régulièrement leurs fourrages conservés. Ceux-ci représentent la majeure partie des aliments apportés à l'auge durant la période hivernale. Leur valeur nutritionnelle est importante pour la distribution d'une ration équilibrée mais peut également être mise en relation avec les pratiques opérées sur le champ/prairie par le producteur. Seuls 22% des producteurs analysent leurs effluents d'élevage. Cette pratique est peu répandue et permet pourtant d'équilibrer la fertilisation, avec un impact environnemental certain. Enfin, 15% des éleveurs analysent l'herbe pâturée. Cela signifie que la plupart d'entre eux ne prennent pas en compte sa valeur nutritionnelle pour adapter la complémentation des animaux au pâturage, malgré le fait qu'elle représente une partie importante de la ration des animaux à cette période. A fortiori, les agriculteurs ne disposent donc pas d'information concernant l'incidence directe de leurs pratiques sur la valeur nutritionnelle de l'herbe. Cependant, la qualité de celle-ci peut être approchée par les pratiques de bonne gestion.

Ainsi, la tenue d'un carnet de champs (obligatoire dans le cadre de la QFL) est perçue comme un outil intéressant pour optimiser la production par 55% des agriculteurs. 27% d'entre eux déterminent de façon régulière la composition floristique des prairies et 8% ont recours à l'herbomètre, pour faire rentrer les animaux dans une parcelle à un stade optimal. Enfin, signalons que nombre d'entre eux se font une idée de la qualité de l'herbe en passant dans leurs prairies, mais cette approche n'a pas été abordée dans le questionnaire.

Des différences significatives sont apparues entre les groupes d'agriculteurs. Ainsi, 69% des agriculteurs du groupe C utilisent le carnet de champs ($P = 0.065$) régulièrement, ce qui est supérieur à la moyenne. La stabilité de leur exploitation et leur mode de production, davantage lié à l'agriculture biologique et à une valorisation de l'herbe, suscitent peut-être plus d'intérêt dans l'utilisation de cet outil pour optimiser la production.

Parmi les pratiques plus occasionnelles, 74% des agriculteurs ont réalisé une analyse de sol de leurs prairies et 68% du sol de leurs cultures au cours des 3 dernières années. Cette analyse, intéressante d'un point de vue environnemental en vue d'adapter la fumure, est donc considérée par la profession comme une pratique permettant d'optimiser la production.

Plus d'un agriculteur sur 2 (56%) a adhéré à au moins 1 MAE au cours des 3 dernières années. Ce taux est représentatif de la moyenne des agriculteurs de la Région et montre le grand intérêt suscité par ce type d'opportunité, à vocation environnementale.

32% des répondants ont labouré des prairies permanentes endéans les 3 ans. Cette donnée est difficilement interprétable, et ne signifie certainement pas qu'1/3 des agriculteurs ont réduit leur surface en prairie. En effet, certaines prairies permanentes ont été labourées pour être rénovées, ou pour être déplacées dans le cadre d'une réorganisation de l'exploitation mais n'ont pas nécessairement été supprimées ; la preuve étant qu'au niveau régional, la surface en prairie permanente reste plus ou moins stable.

Enfin, le sursemis est une pratique non proposée dans le questionnaire mais mentionnée spontanément, à plusieurs reprises, par les producteurs dans le cadre des pratiques occasionnelles.

L'analyse des groupes montre que seulement 17% des agriculteurs du groupe D ont réalisé une analyse de sol sous culture, alors que 68% des agriculteurs des autres groupes le réalise ($P = 0.0018$). Ceci s'explique en partie par la faible proportion de cultures dans les agriculteurs du groupe D.

Dans le groupe D, 20% des agriculteurs prétendent n'avoir eu recours à aucune des pratiques mentionnées. Ce taux est significativement supérieur à la moyenne des répondants (6%, $P = 0.053$) et traduit sans doute leur vision quant à l'avenir de leurs activités.

1.2. ADAPTATION AUX ALÉAS CLIMATIQUES

En situation d'imprévus météorologiques (sécheresse, tempêtes, grêle...), les stratégies adoptées par les producteurs sont contrastées : de l'absence de mesure (pratique du « gros dos ») à une réorganisation structurelle, les adaptations mises en place par les éleveurs diffèrent selon leur cadre de production et selon la nature de l'évènement (intensité, probabilité, imprévu). Plus précisément, quelles sont leurs manières de limiter les effets négatifs des aléas climatiques ?

Comme le montre la figure 2, la constitution de réserves fourragères représente la première stratégie adoptée par les éleveurs pour s'adapter aux aléas climatiques (91%). Avoir suffisamment de nourriture à distribuer aux animaux est une priorité absolue pour les éleveurs. Certains se permettent d'implanter plus de cultures fourragères que nécessaire afin d'assurer leurs stocks, quitte à vendre leurs excédents fourragers. D'autres n'ayant pas cette possibilité se tourneront davantage sur l'achat de coproduits agricoles ou essayeront de sécuriser une partie de leurs fourrages en récoltant de manière plus précoce.

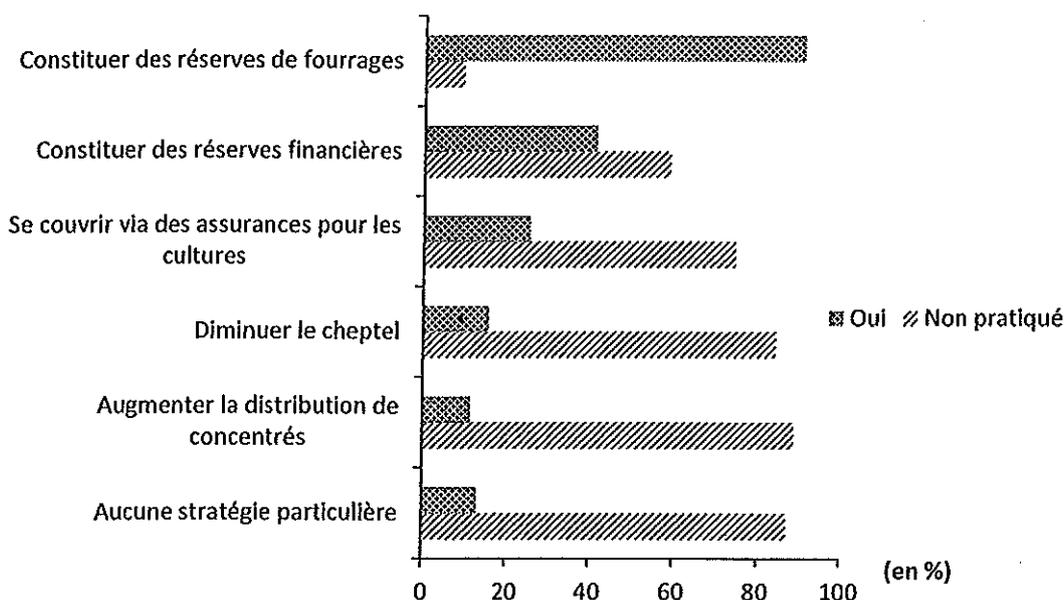


Figure 2 : Stratégies pour s'adapter aux aléas climatiques (en % des réponses totales)

39% des agriculteurs constituent des réserves financières. L'enquête ne permet pas de déterminer si ces réserves sont destinées à l'achat de fourrages ou pour faire face à la volatilité des prix et/ou à une baisse de production. Enfin un agriculteur sur 4 se couvre par une assurance.

Ce taux peut paraître faible, mais il est à noter que l'assurance est surtout prisée par les cultivateurs pour se protéger des aléas climatiques sur le rendement des cultures. Le fait que les dégâts en prairie liés aux conditions météorologiques soient moins courants peut expliquer cette observation. Seulement 11% des agriculteurs mentionnent qu'ils n'ont aucune stratégie particulière, ce qui montre que la majorité se sent concernée par les aléas climatiques et les problèmes associés.

L'analyse par groupe montre que ce sont principalement les agriculteurs des groupes B et C (31 et 34% respectivement, $P = 0,031$) qui ont souscrit à une assurance, alors qu'aucun agriculteur du groupe D n'y a recours.

En ce qui concerne la réserve financière, ce sont surtout les agriculteurs du groupe B (51%) qui y consentent ($P = 0,054$). Ceci traduit peut-être le fait qu'ils ont atteint une certaine stabilité après agrandissement et qu'ils souhaitent assurer leur avenir. Par contre, une moindre proportion d'agriculteurs du groupe A (33%), en plein agrandissement et investissement, choisissent de faire des réserves financières. Un résultat similaire se retrouve dans le groupe C (30%), qui considère peut-être que leur système est sécurisé par leur optique de production stable. La part d'agriculteurs A qui n'ont aucune stratégie particulière pour se protéger de phénomènes climatiques exceptionnels est très faible

(5%, $P = 0,042$), ce qui montre leur sensibilité par rapport à la problématique. L'optique est différente pour les agriculteurs du groupe C, dont 20% annoncent n'avoir aucune stratégie particulière en raison, peut-être, d'une plus grande confiance dans la résilience de leur système.

Enfin, parmi les pratiques moins sollicitées, très peu d'éleveurs (11%) envisagent de diminuer le cheptel en cas d'aléas climatique, mais les éleveurs du groupe C y seraient plus enclin (20%, $P = 0.11$).

De même, les agriculteurs des groupes A (17%) et D (36%) augmenteraient la part de concentré dans la ration ($P = 0.081$), contrairement à ceux du groupe C (2%) ; les agriculteurs du groupe B se positionnent à un niveau intermédiaire sur ce point (11%).

2. CONTEXTE SOCIAL DE LA FERME

2.1. QUELLES ATTENTES DE LA SOCIÉTÉ ET COMMENT SONT-ELLES PERÇUES PAR LES PRODUCTEURS ?

Les attentes de la société vis-à-vis des modes de production sont de plus en plus fortes, en particulier en ce qui concerne les productions animales : traçabilité, qualité des produits, empreinte environnementale, bien-être animal n'en sont que quelques exemples. Pour les agriculteurs, quelles sont les attentes les plus importantes de la société et comment les perçoivent-ils ?

La recherche d'une reconnaissance du métier d'agriculteur a-t-elle une influence sur les choix des éleveurs et le fonctionnement de leur exploitation ?

Le bien-être animal (69%), l'entretien du paysage (68%), la qualité gustative des produits (64%) et la traçabilité (63%) sont des attentes de la société qui semblent plus faciles à satisfaire. Par contre, la typicité des produits (50%), le maintien de la vie dans les zones rurales (50%) et de la structure familiale des exploitations (40%) génèrent un avis plus partagé.

Enfin, les souhaits des citoyens concernant la diversité, la disponibilité et le faible coût des produits alimentaires (25%) ainsi que les nuisances en zones rurales (26%) seraient beaucoup plus difficiles à satisfaire. Cette perception est identique pour les 4 groupes d'agriculteurs. Ces résultats suggèrent que les agriculteurs se sentent impliqués dans leur rôle envers la société. Ils sont relativement confiants quant à la fourniture de produits de qualité tout en respectant l'environnement et le cadre rural. Par contre, la production de tels produits génère une hausse des coûts qui doit se répercuter au niveau du consommateur. Les agriculteurs ne peuvent donc pas affirmer que leurs produits seront disponibles à faible coût à l'avenir. De même, il est inéluctable que leurs activités génèrent certaines nuisances qu'ils ne pourront entièrement éliminer, en particulier dans les zones rurales.

Les attentes de la société sont jugées comme peu réalistes par 78% des agriculteurs, mais 49% considèrent qu'ils ont intérêt à adapter leurs pratiques pour y répondre au mieux (figure 3). Les avantages qu'ils en retireront seront d'ordre financier (59%) en termes de prix de vente ou primes, et surtout social (70%, meilleure image, relation, valorisation du métier...). Cette priorité et représentativité des réponses pour l'aspect social montre combien les agriculteurs sont attentifs aux attentes de la

société en vue d'une plus grande reconnaissance de leurs activités. Aucune différence de perception entre les groupes A-B-C et D n'a été observée.

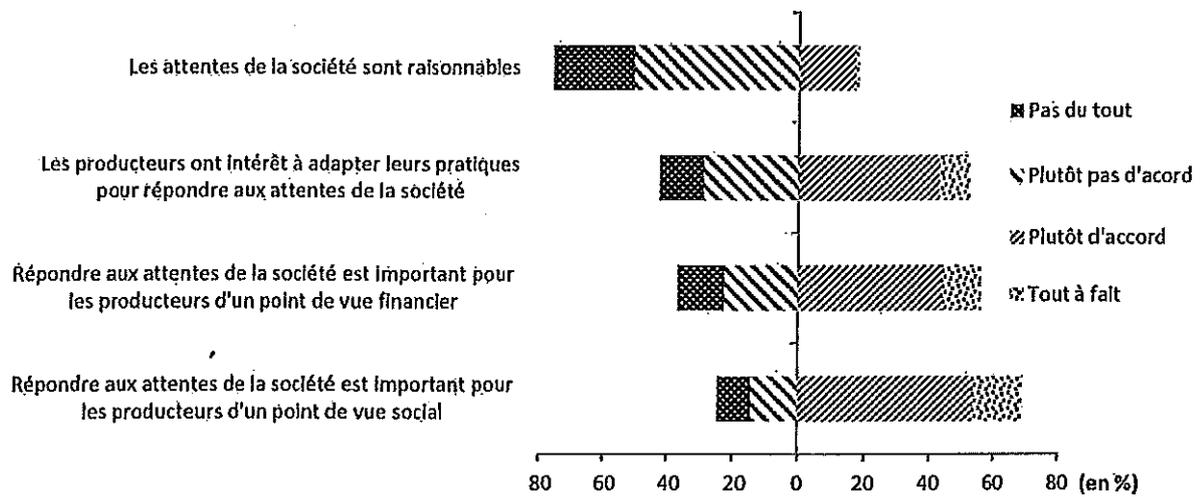


Figure 3 : Perception des attentes de la société et de l'importance d'y répondre (en % des réponses totales)

2.2. QUELLES SOURCES MAJEURES DE STRESS ET QUELLES SOLUTIONS POUR LE LIMITER ?

Les attentes sociétales, les évolutions de la législation, les mises aux normes, la fin des quotas sont autant de facteurs qui génèrent un contexte de production en perpétuelle mutation. Cette mouvance demande aux producteurs de continuellement s'adapter tout en entretenant un climat incertain à plus ou moins long terme, susceptible d'engendrer du stress. Quelles sont les sources majeures de stress ressenties par les producteurs, et quelles sont les solutions pour les aider à les surmonter, que ce soit d'un point de vue financier, technique ou social ?

Les répondants devaient classer 14 propositions comme source de stress 'pénible', 'très pénible' et 'les plus pénibles'. Pour cette dernière catégorie, ils ne pouvaient mentionner que 3 réponses possibles au maximum. Ils avaient la possibilité de ne pas cocher certaines propositions s'ils jugeaient qu'elles n'engendraient pas de stress.

Parmi les sources de stress 'les plus pénibles', les incertitudes sur le prix des produits est mentionnée par 53% des producteurs. Ensuite, viennent les charges financières (remboursement des emprunts) (36%), les contrôles (30%) (sécurité alimentaire, environnement...), les démarches administratives (30%), la charge de travail (24%) le prix des intrants (22%), les incertitudes sur l'évolution des politiques (17%) ainsi que les coûts de production (19%).

La pénibilité du travail (7%), les choix techniques (6%), les conditions météo (7%), les relations de voisinage (6%) et les relations avec le reste de la société (5%) ne sont pas régulièrement classées comme sources de stress 'les plus pénibles'. Les 4 groupes d'agriculteurs ont globalement le même ressenti face aux sources de stress.

Les mêmes conclusions sont obtenues en prenant en compte l'ensemble des facteurs considérés comme stressants par les exploitants, c'est-à-dire les critères cochés comme 'pénibles', 'très pénibles' et 'les plus pénibles' (figure 4, page suivante). L'incertitude sur les prix constitue toujours le critère considéré comme le plus stressant, suivi des démarches administratives et des contrôles. Il est intéressant de noter que les problématiques les plus stressantes mentionnées par les producteurs sont souvent celles sur lesquelles ils n'ont pas d'emprise. Ainsi ils semblent supporter plus facilement la pénibilité du travail liée au métier qu'ils ont choisi que les difficultés administratives et financières sur lesquelles ils n'ont pas ou peu d'emprise.

Par contre, plusieurs agriculteurs ont mentionné la peur d'un accroc de santé comme préoccupation importante, en particulier pour la gestion de l'exploitation durant la période d'invalidité.

D'une manière générale, pour limiter ces sources de stress, l'entraide (34% en moyenne, mais variant de 45% dans le groupe A à 25% dans le groupe B, $P = 0.15$) et le travail en entreprise (55%, moins d'application chez dans le groupe C : 38%, $P=0.042$) sont les plus plébiscités à l'heure actuelle, suivi par la réorganisation du travail (23%) et la mécanisation (24% en moyenne, moins présente dans le groupe C : 14%). A l'avenir, l'entraide (29%), la réorganisation du travail (41%) et la mécanisation (31%) seront davantage sollicités. Par contre, l'engagement de salarié est peu d'application (7%) et peu recherché à l'avenir... sans doute en raison des contraintes économiques et financières. Les aides à l'emploi et la

possibilité de partager un salarié entre plusieurs exploitations devraient être davantage mis en avant pour stimuler l'attrait des producteurs sur cette possibilité.

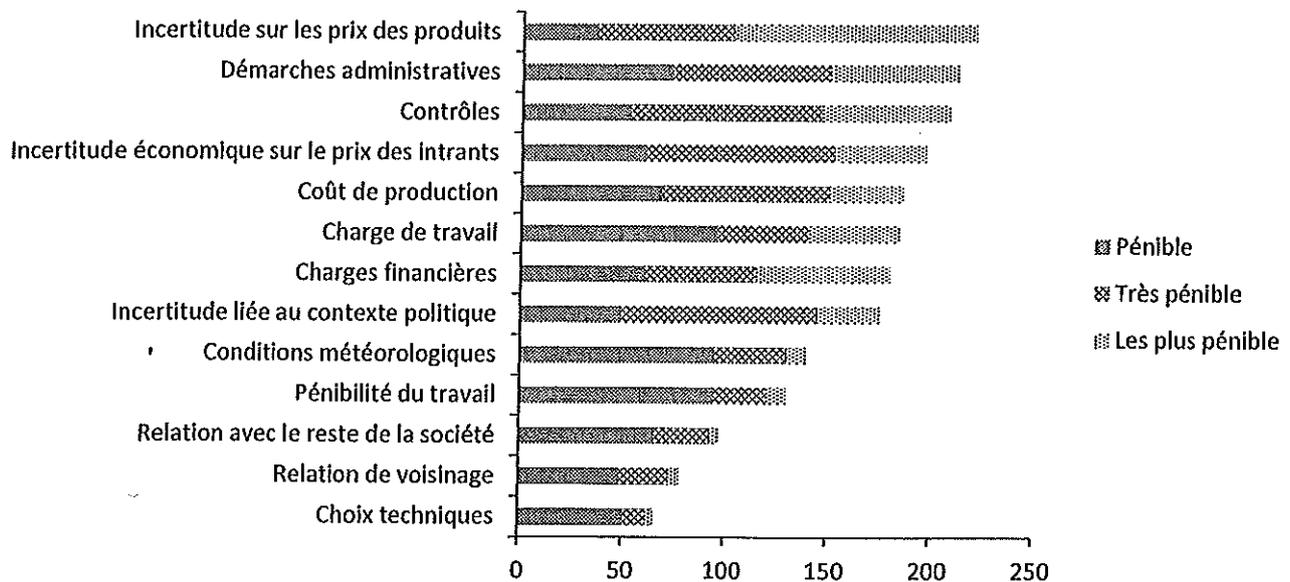


Figure 4. Hiérarchisation des sources potentielles de stress par les exploitants laitiers, en considérant l'ensemble des réponses cochées comme 'pénibles', 'très pénibles' et 'les plus pénibles'

Pour améliorer la gestion du stress lié aux aspects financiers, la prise de conseil (65%) et la négociation avec les banques (52%) sont déjà largement en application. Ces pistes seront encore plus sollicitées dans le futur (respectivement 18 et 22% des éleveurs prévoient d'activer ces leviers dans le futur), tout comme la recherche de revenus extérieurs (18%), même si ces derniers sont peu appliqués à l'heure actuelle. Près de 60% des agriculteurs se disent toutefois non intéressés par cette dernière piste. Aucune différence significative entre groupe n'est observée.

Pour améliorer la gestion du stress lié aux choix techniques, la recherche de conseil (78%) est déjà largement activée tout comme les formations (56%) et les CETA (47%). Un quart des producteurs envisagent d'activer ces deux dernières pistes à l'avenir alors que la même proportion se dit non intéressée. Aucune différence significative entre groupe n'est observée.

Pour améliorer la gestion du stress lié aux aspects sociaux et personnel, c'est surtout le soutien familial (65%) qui a la faveur des agriculteurs alors qu'ils ont peu recours au soutien social (17%) ou professionnel (psychologue, médecin...) (7%). Respectivement 61% et 78% des agriculteurs ne sont d'ailleurs pas intéressés par ce type de support à l'avenir. Aucune différence significative entre groupe n'est observée.

Soulignons que pour faire face à certains imprévus, la moitié des agriculteurs sont inscrits aux services de remplacement avec une proportion plus importantes pour les groupes A et B que les groupes C et D (57 vs 36%). Les raisons qui poussent les agriculteurs à faire appel à ce service sont variées : surcharge de travail, événements familiaux, aléas de la vie et de la nature, vacances et loisirs (figure 5, page suivante).

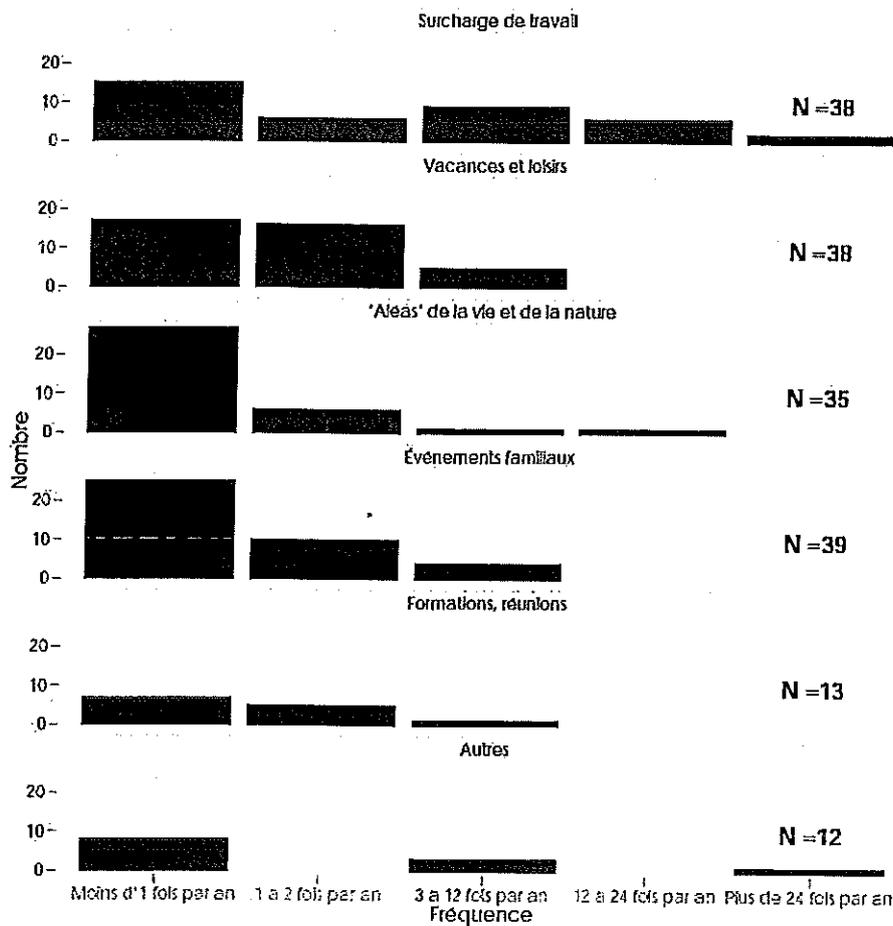


Figure 5 : Raisons et fréquence d'appel aux services de remplacement

2.3. LA FERME IDÉALE DE DEMAIN

L'évolution du cadre de production a pour effet de complexifier la gestion des exploitations laitières. Cela se traduit par une augmentation des compétences exigées et, de ce fait, par une augmentation des besoins de formations et de suivis. Sans proactivité de la part de l'éleveur, des effets secondaires influençant la qualité de vie, la pénibilité du travail, la rentabilité de l'exploitation et sa transmissibilité risquent de survenir.

Dès lors, comment les producteurs voient-ils la ferme idéale de demain (intensive/extensive ?, spécialisée/diversifiée ?, basée sur les nouvelles technologies ? de taille familiale ? pour quel type de production ?), et quel est le type de formations dont ils ont le plus besoin pour tendre vers cet idéal ?

2.3.1. QUEL MODÈLE DE FERME IDÉALE ?

44% des agriculteurs considèrent que, pour générer un revenu, l'exploitation idéale de demain sera intensive alors que 30% la voient plutôt extensive. L'opinion est donc divisée sur cette question, d'autant plus que 26% des agriculteurs n'ont pas d'avis. Comme mentionné en commentaire libre, certains pensent qu'il n'y a pas une ferme idéale, mais plusieurs selon le contexte de production (possibilité d'acquisition de terre, main d'œuvre disponible...), la sensibilité du producteur (sens du commerce, vente directe ou non), ou la situation de la ferme (proximité ou non d'une ville).

Les exploitants expriment davantage leur opinion quant à la spécialisation ou non de l'exploitation de demain, en la voyant tant diversifiée (46%) que spécialisée (44%). Ce sont surtout les agriculteurs du groupe C (stable) qui entendent une exploitation future extensive (50%, $P = 0,0014$) et diversifiée (62%, $P = 0,053$). Vu leur optique d'agrandissement passée ou à venir, les agriculteurs des groupes A et B ont logiquement une vision plus intensive alors que leur avis sur la diversification est partagé.

En ce qui concerne l'importance des nouvelles technologies dans l'exploitation de demain, 23% ne se prononcent pas, 43% mentionnent ne pas voir l'exploitation de demain hautement basée sur les nouvelles technologies alors que 34% considèrent les nouvelles technologies comme nécessaires (42% pour les agriculteurs du groupe A). Le terme 'nouvelles technologies' peut toutefois avoir été interprété différemment par les éleveurs. Ainsi, il est probable que les avis soient partagés sur plusieurs points, comme le fait qu'un robot de traite soit une nouvelle technologie alors qu'il existe depuis plus de 20 ans comparativement à des systèmes d'alimentation entièrement automatiques qui commencent seulement à se développer.

Pour la quasi-totalité des producteurs (86%) et ce de manière unanime entre les groupes, l'exploitation de demain restera de taille familiale pour générer du revenu et sera gérée par un agriculteur indépendant (73%). Le groupement sous forme de société ou l'intégration des ateliers de production par des firmes privées ne sont dès lors pas le souhait de la majorité. Les avis sont partagés quant à l'orientation du marché (production pour un marché local ou global) mais 1/4 des répondants n'ont pas d'avis sur la question.

Les avis sont également partagés sur la vision d'une production d'un lait standard ou de qualité différenciée pour l'avenir. Aucune différence significative entre les groupes n'est à mentionner sur ce point ; 17% des répondants n'ayant pas d'avis sur la question.

Tableau 1. Probabilité¹ que la classe d'âge de l'exploitant, le quota laitier de l'exploitation, son degré de diversification, la présence d'un successeur et le mode de production (bio/conventionnel) influence la vision de l'exploitation de demain

Probabilité observée de l'effet d'un facteur sur la vision des exploitations de demain					
		Facteurs			
		Age (< ou > 45 ans)	Quota (< ou > 500.000 L)	diversifié / Spécialisé	Bio / conventionnelle
Exploitation de demain	Intensif / extensif	NS	0,001	NS	0,001
	Diversifié / Spécialisé	NS	0,001	0,001	NS
	Nouvelles technologies ou pas	NS	NS	NS	0,001
	MO familiale ou pas	NS	NS	NS	NS
	Gestion indépendante ou association	0,06	NS	NS	NS
	Pour marché global / local	NS	0,14	NS	0,001
	Qualité standard ou différenciée	NS	NS	NS	0,001

¹Les valeurs de P représentent la probabilité que l'avis des agriculteurs soit similaire selon le critère étudié. Ainsi, les exploitants ayant un quota de plus de 500.000 litres ont une probabilité de 1/1000 (soit une chance sur 1000) d'avoir le même avis sur le caractère intensif ou extensif de l'exploitation laitière de demain que les exploitants ayant moins de 500.000 litres de quotas. Ceci se représente par $P = 0.001$. Les probabilités ne représentent donc que la divergence de vue des exploitants classés selon un facteur (âge...) sur un critère de l'exploitation de demain (intensif...); les moyennes des groupes sont mentionnées dans le texte. Si un facteur n'a pas d'influence sur le critère étudié, NS (non significatif) est mentionné.

Si la vision de la ferme idéale ne diffère pas de manière significative selon les perspectives d'agrandissement des exploitants, d'autres caractéristiques du duo exploitant / exploitation sont susceptibles de l'influencer (tableau 1). Ainsi, les exploitants de moins de 45 ans ont plus tendance à voir l'exploitation idéale de demain comme gérée de manière indépendante (78 vs 68%) par rapport à leurs pairs plus âgés, même si globalement tous sont d'accord sur ce point (73% des avis en moyenne). De même, comparativement à la moyenne, les agriculteurs avec plus de 500.000 litres de quotas voient davantage l'exploitation idéale de demain comme intensive (55 vs 33%) et spécialisée (56 vs 33%), livrant du lait pour le marché global (50 vs 37%) plutôt que local. Les exploitations les plus diversifiées voient l'exploitation de demain beaucoup plus diversifiée que les exploitants spécialisés lait (58 vs 24%); ce qui montre que, globalement, les exploitants perçoivent leur orientation comme celle du futur. Enfin, les différences les plus notables sont à relativiser au mode de production. Sans surprise ainsi, les agriculteurs bio voient l'exploitation de demain comme extensive alors que les agriculteurs conventionnels envisagent toutes les options (75 vs 25%). De même, les agriculteurs bio ne voient pas l'exploitation de demain hautement basée sur les nouvelles technologies alors que l'avis des agriculteurs conventionnels est plus partagé (79 vs 39%). Les agriculteurs bio voient les exploitations de demain livrer localement, ce qui n'est pas le cas pour la majorité des agriculteurs conventionnels (71 vs 28%). Enfin, les agriculteurs bio considèrent de manière presque unanime que le lait produit sera de qualité différenciée alors que l'avis est plus partagé pour les agriculteurs conventionnels (96 vs 40%).

2.3.2. QUEL BESOIN DE FORMATION POUR METTRE EN PLACE CETTE FERME IDÉALE ?

Pour mettre en place la ferme idéale de demain, une grande majorité des éleveurs (91%) pensent que des formations et/ou informations sont nécessaires.

Les 4 thèmes pour lesquels les agriculteurs sont le plus demandeurs sont ceux ayant le plus d'impact sur la rentabilité de l'atelier, à savoir : l'alimentation animale (81%), la gestion/finances (77%), la santé

animale (76%), et la gestion des prairies (75%). D'autres thèmes de formation ont toutefois été cités par plus de la moitié des agriculteurs, comme les pratiques culturales (62%), les aspects administratifs (60%), les nouvelles technologies (54%). En outre, un tiers des répondants sont intéressés par des formations en sélection animale ou végétale, en commercialisation et par rapport au cadre légal. D'une manière générale, les différences sont faibles entre les groupes A, B, C et D pour les principaux sujets cités.

La recherche participative (65%), les journées d'information (51%) et les journées d'étude en ferme (51%) sont les principaux moyens mentionnés pour assurer cette formation ; c'est-à-dire des formations de terrain en lien avec la pratique. L'établissement d'un réseau de fermes pilote (32%), les conseils ponctuels et bureau d'études (31%) et les cycles de formations (32%, moins cité par le groupe B, $p=0.094$) sont moins prioritaires. De même, les études scientifiques et projet de recherche sont jugés comme formatifs par peu d'agriculteurs (23%) ; ce qui se comprend étant donné que ce n'est pas leur vocation première. D'une manière générale, les réponses diffèrent peu entre les groupes d'agriculteurs.

Les centres de recherche régionaux (67%), les organisations professionnelles (53%) et les universités (37%) sont les 3 organismes les plus souvent mentionnés pour soutenir le développement dans les fermes. L'administration régionale, les firmes privées et le secteur associatif non marchand (ce dernier beaucoup moins cité par le groupe A que par les autres, $p = 0.11$) ne sont cités que par 20 à 25% des agriculteurs.

Actuellement, les sources d'information les plus importantes pour les agriculteurs dans la gestion de leur exploitation sont : la presse agricole (77%), internet (44%), les organisations professionnelles agricoles (38%) et les autres agriculteurs (37%). A l'image de ce qui a été souligné précédemment concernant les besoins en formation pour la ferme idéale de demain, les entreprises commerciales (24%), les CETA (23%), les comices / associations d'éleveurs (16%) et l'administration publique (15%) sont moins souvent cités.

REMERCIEMENTS

Les auteurs de cette synthèse souhaitent remercier très vivement l'ensemble des personnes, membres ou non du comité d'organisation du Carrefour des Productions animales, ayant contribué à la mise en place de l'enquête, aux 259 agriculteurs ayant consacré du temps pour répondre à cette enquête et à toutes les personnes, et elles sont nombreuses, ayant soutenu et contribué à son succès.

Nos remerciements s'adressent aussi aux nombreuses personnes qui ont contribué à cette première interprétation des données de l'enquête.

Enfin, nous adressons nos plus vifs remerciements au Réseau wallon de Développement rural qui a permis le financement durant 2,5 mois d'un des auteurs de cette synthèse.